



La Chine et les Etats-Unis d'Amérique

Vis-à-vis de ces deux grands pays, que peut-être le comportement du Cambodge ?

Cet article est le résultat de notre observation que nous voulons exposer ici et soumettre à la discussion.

Nous constatons qu'il y a plusieurs groupes des pays dans le monde d'aujourd'hui. Les États-Unis sont seuls dans le premier groupe jusqu'à l'entrée en scène ultérieure de la Chine, parce qu'ils continuent, et pour longtemps encore, être une nation appelée méga puissance. Dans son livre Les Français – Réflexions sur le destin d'un peuple, M. Valéry Giscard d'Estaing, ex-président de la République française indique la différence entre le terme de superpuissance et celui de méga puissance : « Dans la méga puissance, il existe une dimension objective, alors que le terme de superpuissance évoque une notion de supériorité, c'est-à-dire de domination ». Le deuxième groupe figure deux

pays à population massive, en route vers le milliard et demi d'habitants, la Chine et l'Inde. Dans le troisième groupe, on trouve le groupe constitué par les pays les plus industrialisés à population moyenne, entre 150 et 60 millions d'habitants. Ce sont dans l'ordre le Japon, l'Allemagne, et la France. Et c'est ensuite, mais à courte distance, que figure le groupe des pays industrialisés tels que la Grande Bretagne, l'Italie, et l'Espagne, puis celui des grands pays émergents dont le Brésil et le Mexique.

Ici nous ne prendrons que deux pays, les Etats-Unis et la Chine pour examiner leur politique étrangère, parce que l'Europe d'aujourd'hui est en crise interne et cela ne lui permet pas de jouer un rôle déterminant dans le monde actuel. Quant à la Russie, le Président Poutine est en train de renforcer la force militaire de son pays pour qu'il s'affirmer à nouveau dans le monde comme dans l'époque de l'Union Soviétique.

Il est nécessaire de savoir l'évolution de la doctrine diplomatique jusqu'à aujourd'hui de ces deux pays.

Les États-Unis

Dans le passé, les États-Unis ont formulé à plusieurs reprises de leur politique étrangère :

La doctrine Monroe : Le président James Monroe indiquait en 1823 « que les États-Unis s'opposeraient, au besoin par la force, à toute ingérence extérieure dans l'hémisphère des Amériques ».

La doctrine Wilson : A la fin de la Première Guerre mondiale, le président Woodrow Wilson fixait pour objectif dans la politique étrangère la sécurité collective mondiale. Henry Kissinger résume le wilsonisme dans le terme suivant : « Le wilsonisme considère que l'Amérique est dotée d'une nature exceptionnelle, sous la forme d'une vertu et d'un pouvoir sans égal. Les États-Unis ont une telle confiance dans leur puissance et dans la valeur morale de leurs objectifs, qu'ils peuvent envisager de se battre pour leurs valeurs à une échelle mondiale ».

La doctrine du containment : Elle développait l'idée selon laquelle les États-Unis devraient exercer de force pression, par tous les moyens appropriés, chaque fois

que l'URSS tenterait d'étendre son influence politique. En février 1946, face à la menace soviétique, le théoricien Georges Kennan proposait, dans un document connu sous le nom de Long Télégramme, ce qui allait devenir la fameuse doctrine du containment.

Le nouvel ordre international : La fin de la guerre froide a pris fin la diplomatie américaine de court. Le président Georges Bush a parlé d'un « nouvel ordre international ». Mais ce concept n'a toujours pas été défini. La secrétaire d'Etat, Madeleine Albright, a introduit la référence à un nouvel élément dans la politique étrangère des États-Unis, celui de « l'intérêt national des États-Unis ». Cette absence de formulation de cette politique étrangère jusqu'à aujourd'hui, ils politologues, même les plus inventifs, ne proposent pas leur théorie. Ils ne s'en montrent ni surpris, ni troublés par cette absence. La politique étrangère du président Georges Bush, fils, était baignée dans le concept wilsonien, selon lequel il existe un bien et un mal dans les relations internationales, que les États-Unis sont particulièrement aptes à distinguer. Le bien se caractérise par la tenue d'élections

démocratiques, le respect des droits de l'homme, et le libre accès aux marchés commerciaux. La puissance américaine se met spontanément au service du bien et s'oppose à l'action des forces mauvaises, qui cherchent à empêcher d'atteindre ces objectifs.

Il semble que le président Obama, actuel président des États-Unis, suit la ligne de Madeleine Albright, c'est-à-dire les États-Unis agirait toujours avec le mandat de l'Organisation des Nations Unis quand l'intérêt national des États-Unis est en jeu.

M. Donald Trump vient d'être élu président des États-Unis d'Amérique. Il sera investi le 20 janvier 2017. On savait que le nouveau Président, pendant la campagne électorale, a promis de réduire la contribution de Washington à l'Otan, donc à la défense de l'Europe. On peut se poser la question, est-ce qu'il va aussi réduire la contribution des États-Unis en Asie, donc à la défense de la démocratie ?

La Chine

Nous ne pouvons parler les relations étrangères de la Chine comme celles des États-Unis, parce que la Chine est une vieille nation de plusieurs milliers d'années, quant aux États-Unis, ils n'existent que plus de deux ans seulement. Ainsi, nous avons divisé la diplomatie de la Chine en trois périodes : La Chine classique, la Chine communiste et la Chine d'aujourd'hui.

La Chine classique

La chine s'est toujours considérée comme le centre du monde. Elle s'exprime, pour les Chinois selon M. Valery Giscard d'Estaing, trois éléments : « l'importance relative de leur population, qui leur permettait de ne pas trop se soucier des autres peuples, le fait que leur pays soit bordé exclusivement par des mers, des déserts et des montagnes infranchissables, ce qui les conduisait à ignorer l'existence même de leurs voisins, collectivement qualifiés de barbares, et, enfin, par la supériorité affirmée de leur civilisation, qui nourrissait leur conviction qu'ils n'avaient rien à apprendre de l'extérieur ». La confiance à la supériorité de leur civilisation était telle, parce qu'on constate que pendant la domination des Mongols, les

élites chinois se persuadaient que tôt ou tard, ces dominants vont s'être sinisés, parce que leur culture est inférieure à la sienne et ensuite, ils se diluaient dans la masse des chinois. Ce qui devait arriver, arriva.

Dans sa doctrine diplomatique depuis la nuit des temps, la Chine impériale s'impliquait un principe de supériorité de sa civilisation sur les autres civilisations : un envoyé de l'Empereur chinois ne venait jamais négocier avec les souverains étrangers, mais de les exiger leur soumission à la culture supérieure de son Empereur. Par ce principe, les Chinois ne traitaient jamais les étrangers en égalité, mais seulement en impartialité.

Pour assurer la sécurité de ses frontières, la Chine usait la méthode qui est vieille comme le monde : Diviser pour régner. Elle incitait les différentes tribus à se battre entre eux, car ces conflits étaient propices pour la Chine. Pendant la dynastie Han, pour défendre les frontières Nord-Ouest de la Chine, les élites utilisaient une ruse, connue sous le nom des « cinq appâts », pour corrompre le cour des différents rois de Xiongnu : - Donner à ces rois des beaux vêtements et des belles carrosses pour

corrompre leurs yeux ; - Faire goûter à ces rois la gastronomie chinoise pour corrompre leur bouche ; - Faire écouter à ces rois des belles musiques avec des jolies danseuses pour corrompre leurs oreilles ; - Offrir à ces rois des beaux palais, des céréales et des esclaves pour corrompre leur estomac ; Offrir à ces rois des banquets avec la présence de l'Empereur à leur table pour corrompre leur esprit.

Au XIXe siècle, les puissances étrangères occupaient une partie de la Chine, pendant cette période, la cour impériale cherchait tous les moyens pour inciter ces étrangers à se battre entre eux pour en tirer des avantages.

La Chine communiste

Dans son livre « La Tentative impériale », François Joyaux écrit : « En un demi-siècle, la Chine populaire n'a cessé de changer de politique extérieure. Elle a successivement l'allié de l'ex-URSS, puis son adversaire le plus intransigeant, avant finalement, d'accepter une détente avec un pouvoir soviétique qui s'effondrait. À l'inverse, après s'être opposée aux États-Unis et au

Japon durant deux décennies, c'est sur leur aide financière et technologique qu'elle a partiellement fondé ses espoirs de développement économique. Puissance du Tiers Monde, elle a tenté de l'aider alors qu'elle n'en avait pas les moyens, puis s'en est détournée lorsque sa situation économique s'est améliorée. Et l'on pourrait multiplier les exemples qui illustraient à quel point la politique extérieure chinoise a varié depuis 1949 ».

Nous n'avons pas le même point de vue que François Joyeux. Pour nous, la politique étrangère de la Chine populaire est toujours constante. Après 1949, la Chine populaire poursuit sa pratique comme dans le temps de la Chine classique. Elle utilisait toujours sa relation extérieure comme un rempart pour maintenir l'ordre et la stabilité dans le pays. Quelques mois après la proclamation de la République populaire, le 14 février 1950, la Chine fut la conclusion du traité d'alliance sino-soviétique pour assurer sa sécurité. Ce traité était une ligne de défense contre l'hostilité américain à son égard. On s'en souvient encore en 1974, la Chine s'accéléra sa détente avec Washington pour mieux s'opposer, cette fois

ci, à Moscou. Entre l'Inde démocratique et laïque et le Pakistan dictatorial et musulman, c'est le second qu'elle choisit comme allié privilégié en Asie du Sud. L'Inde était l'ennemi de la Chine, comme les États-Unis, pourquoi de ne pas utiliser comme dans le temps ancien leur ennemi, le Pakistan contre l'Inde et l'URSS contre les États-Unis. Leur conflit était propice pour la Chine.

La Chine d'aujourd'hui

Fernand Braudel écrit dans son livre « Grammaire des civilisations » : « La Chine ancienne a été ouverte de force et une longue humiliation s'est ensuivie pour elle. Elle aura mis longtemps à mesurer sa déchéance. Plus longtemps encore à trouver les moyens d'y porter remède. Elle en sort aujourd'hui seulement au prix d'un effort fabuleux, dont aucun précédent historique n'offre une image même approchée ».

Aujourd'hui, conscient de sa puissance, qui se mesure par l'étendue du territoire, le nombre de la population, la capacité économique, la quantité et la qualité des moyens militaires, la Chine s'ouvre au monde pour se protéger contre la mondialisation. Constant dans la pratique de sa

relation extérieure, la Chine d'aujourd'hui cherche à consolider son domaine national en mettant en avant son rôle majeur dans la mondialisation. La consolidation du domaine national devrait y faire hors de la frontière chinoise. C'est en Occident, dans le continent d'Amérique, en Afrique et le reste de l'Asie, la Chine s'affirme sa présence pour maintenir l'ordre interne.

La substitution de la notion de prolétariat par celle du « peuple » que Mao Tsé-toung a développé depuis 1940, aura permis à la Chine communiste de préserver l'âme commerciale des Chinois. La lutte des classes était amoindrie par la notion du peuple dans la révolution chinoise. Pour Mao Tsé-toung, la victoire du Communisme en Chine est l'œuvre du peuple chinois. Le peuple est mélangé de toutes les forces du pays, militaires, commerçants, agriculteurs, fonctionnaires, savants, enseignants, étudiants etc. Cette préservation permettait à Deng Xiaoping de relancer rapidement la machine commerciale et capitaliste sous le contrôle du parti communiste chinois. La Chine d'aujourd'hui est un pays communiste qui pratique une politique de

développement avec deux systèmes de développement : Développement politique et développement économique. Le développement politique s'inscrit toujours dans la voie du communisme. Quant au développement économique, il est avant une arme pour consolider le Communisme en Chine. Avec plus d'un milliard des Chinois, tous les Chinois ne pourraient être riche, mais laisser la liberté à une minorité des Chinois qui ont la fibre commerciale d'être riches aux yeux des capitalistes occidentaux serait une belle vitrine pour la Chine nouvelle, c'est-à-dire capitaliste et mondialiste. Les zones économiques spéciales créées, sont en fait des remparts contre les invasions étrangères en Chine, c'est-à-dire contre la mondialisation. La politique économique doit être considéré comme une arme défensive de la Chine communiste, et non comme une liberté du peuple. Dans la recherche des solutions de conflit avec les étrangers, les Chinois ont toujours choisi une solution de détente, et non d'entente, car on ne peut être entente avec quelqu'un qui a une culture inférieure au sienne. Être Chinois, ce n'est pas une nationalité, c'est un état. Cela est un classique chinois.